

ECONOMIE GENEVOISE

RETROSPECTIVE 1979

PERSPECTIVES 1980

(A partir des informations disponibles au SCS)

Sommaire

	<u>Pages</u>
0. <u>Résumé</u>	<u>roses</u>
1. <u>Population et emploi</u>	<u>blanches</u>
1.1. Population résidente	1
1.2. Population active	4
1.3. Marché du travail (chômeurs et offres d'emplois)	8
2. <u>Production</u>	
2.1. Secteur primaire	13
2.2. Secteur secondaire	
2.2.1. Industrie	14
2.2.2. Construction	16
2.3. Secteur tertiaire	
2.3.1. Commerce	19
2.3.2. Secteur international	20
3. <u>Consommation</u>	
3.1. Electricité	23
3.2. Automobiles	24
3.3. Trafic aérien	25
3.4. Hôtellerie	26
3.5. Logements et locaux commerciaux vacants	27
3.6. Prix à la consommation	29

* * *

ECONOMIE GENEVOISE

RETROSPECTIVE 1979 - PERSPECTIVES 1980

Résumé du document

NB : la numérotation du résumé se réfère à celle des chapitres correspondants.

0. EN BREF

- 1979 En général, amélioration graduelle au cours de l'année dans plusieurs branches de l'industrie, la construction et le commerce, mais préoccupations dans le tourisme. Soucis majeurs : hausse des prix (surtout produits pétroliers), maintien du chômage à 1 %.
- 1980 Perspectives en général favorables. Risques de tension sur le marché du logement.

1. POPULATION ET EMPLOI1.1. Population résidente

- 1979 A fin décembre : 340 700 habitants. Poursuite de l'augmentation (+ 1 400), inférieure cependant à celle de 1978 (+ 2 600).

	<u>Suisses</u>	<u>Etrangers</u>	<u>Total</u>
Population résidente à fin 1978	231 772	107 501	339 273
Mouvements en 1979			
- naturel : naissances	(+ 2 272)	(+ 1 309)	(+ 3 581)
décès	(- 2 466)	(- 488)	(- 2 954)
solde	- 194	+ 821	+ 627
- migratoire : solde (gain)	- 391	+ 1 145	+ 754
- changement d'origine : total	<u>+ 2 386</u>	<u>- 2 386</u>	<u>-</u>
Population résidente à fin 1979	233 573	107 081	340 654

- 1980 Poursuite modérée de la croissance démographique, dont l'ampleur sera fonction de l'immigration, autrement dit de la conjoncture locale.

1.2. Population active

- 1979 Toujours pas de statistique permanente, mais une estimation pour une partie des chiffres. L'augmentation de 1979 (+ 2 200) est égale à celle de 1978.

Mouvement

. Suisses résidents (estimation)	+ 1 200
. Etrangers	
- résidents	+ 200
- saisonniers (maximum en cours d'année)	+ 700
- frontaliers	+ 100
- total	<u>+ 1 000</u>
. Total Suisses + étrangers	+ 2 200

Emplois (estimation)

Plein temps	180 000
Temps partiel	<u>21 000</u>
Total	201 000

- 1980 Poursuite, mais ralentissement, de la croissance.

1.3. Marché du travail

- 1979 Si à fin décembre 1979 le nombre de chômeurs complets (1 546) était pratiquement semblable à celui de fin décembre 1978 (1 592), la moyenne mensuelle de 1979 (1 624) est cependant plus élevée que celle de 1978 (1 127). Le taux moyen de chômage s'établit à Genève à 1 % environ contre 0,3 % dans l'ensemble du pays. Chaque mois, 400-500 nouveaux chômeurs et un nombre semblable retrouvant un emploi ou sortant de la statistique. Le nombre des offres d'emploi a été constamment inférieur à celui des chômeurs complets, mais avec de grandes disparités selon les branches, le rapport inverse étant même apparu dans certaines d'entre elles.
Paradoxe : Genève est probablement l'un des cantons où l'expansion des emplois a été la plus forte.
- 1980 En l'absence de surprise conjoncturelle, légère diminution du nombre de chômeurs complets.

2. PRODUCTION

2.1. Secteur primaire

- 1979 Selon la Chambre genevoise d'agriculture, dans l'ensemble, bilan positif en raison d'une météo favorable.
- 1980 Principale préoccupation : retombées de l'augmentation du prix du pétrole.

2.2. Secteur secondaire

2.2.1. Industrie

- 1979 Selon le test conjoncturel : dans l'ensemble, reprise sensible dès le deuxième trimestre, confirmée et consolidée au cours du quatrième.
- Machines et appareils : début de l'année difficile, mais amélioration au second semestre.
- Métallurgie : échantillon non représentatif mais évolution probablement favorable.
- Horlogerie-bijouterie : marche des affaires meilleure au second semestre qu'au premier grâce, en particulier, à l'exportation. Une préoccupation : le prix de l'or.
- Arts graphiques : amélioration, mais tensions ponctuelles (courts délais d'exécution).
- Chimie : évolution satisfaisante avec une progression du taux d'exploitation des capacités par rapport à 1978.
- Alimentation-boissons-tabac : évolution irrégulière orientée à la hausse au deuxième semestre.
- 1980 Poursuite de l'amélioration et du degré d'exploitation des capacités techniques. Besoins croissants en personnel qualifié.

2.2.2. Construction

- 1979 Dans l'ensemble (bâtiment et génie civil), augmentation des dépenses prévues (1,3 milliard de fr.) tant par le secteur privé que par le public (résultats dépenses effectives en avril 1980 seulement). Recul dans le volume des ouvertures de chantier, dû aux bâtiments sans logements. Logements : 2 288 terminés (dont 331 villas), soit - 14,9 % par rapport à 1978. Le plus faible nombre depuis vingt ans.
- 1980 En général, stabilité à légère augmentation. Logements : reprise en termes d'ouvertures de chantier, car en 1979 augmentation des requêtes (2 075 logements) et autorisations (2 066), les plus forts nombres depuis 1975.

2.3. Secteur tertiaire

2.3.1. Commerce

- 1979 Selon la Chambre de commerce, volume des ventes plus satisfaisant qu'en 1978, surtout dans les grandes surfaces. Retour vraisemblable de la clientèle attirée par la France voisine.
- 1980 Toujours selon la Chambre de commerce, résultats escomptés au moins aussi bons qu'en 1979.

2.3.2. Secteur international

- 1978-1979 L'enquête du SCS d'avril 1979 montre une légère augmentation annuelle de l'emploi (0,9 %), due aux seules organisations internationales (OI) non gouvernementales. Les dépenses de 1978 (derniers résultats connus) des OI gouvernementales ont été légèrement inférieures (1 413 millions de fr.) à celles de 1977 (1 437 millions), soit - 1,6 %, en raison d'une diminution des investissements (- 7 %). Même tendance chez les principales OI non gouvernementales (187 millions en 1978). Les nombres de réunions internationales (- 0,7 %), de séances de travail (+ 1,3 %) et de délégués (- 1,8 %) n'ont que peu varié en 1978 par rapport à 1977.
- 1979-1980 Perspectives annoncées : maintien du niveau de l'emploi, légère diminution des dépenses et augmentation du nombre des réunions internationales. Fait important : retour des Etats-Unis dans l'OIT.

3. CONSOMMATION

3.1. Electricité

- 1979 Progressions légèrement inférieures à celles de 1978 de la consommation totale (+ 2,5 % contre + 2,6 %) et de celle de la "grande industrie" (+ 3,7 % contre 4,2 %).
- 1980 Pas d'éléments d'appréciation.

3.2. Automobiles

- 1979 Nombre de voitures neuves mises en circulation très élevé (20 135) mais légère diminution par rapport à 1978 (- 1,1 %), année record. Baisse toutefois au quatrième trimestre.
- 1980 Diminution attendue (saturation ?).

3.3. Trafic aérien

- 1979 Pour la première fois, plus de 4 M⁰ de passagers sont arrivés ou partis de Genève (transit exclu). Ce chiffre record n'a toutefois représenté par rapport à 1978 qu'une progression de + 2,5 %, la plus faible depuis 1975. Quant au fret local, il n'a connu qu'une très légère augmentation (+ 0,7 %).
- 1980 Pas d'éléments d'appréciation.

3.4. Hôtellerie

- 1979 2 126 000 nuitées, soit - 1,0 % par rapport à 1978. Le recul s'est sensiblement atténué à partir de septembre, après huit mois de baisse. Deux facteurs positifs : Télécom 79 et la valeur du franc suisse. Plus de Britanniques (+ 17,2 %) et de Japonais (4,6 %) mais moins d'Allemands (- 5,1 %) et surtout de ressortissants des Etats-Unis (- 17,9 %). Le taux d'occupation a connu une légère amélioration (42,2 % pour 42,0 % en 1978) mais demeure bas.
- 1980 Si l'on admet les perspectives de l'Office national suisse du tourisme, on peut s'attendre à une demande accrue mais toujours pas en provenance des Etats-Unis. Quant au taux d'occupation, il y a peu de chances qu'il s'améliore en raison de l'ouverture prévue d'un grand établissement (300 lits).

3.5. Logements inoccupés et locaux commerciaux vacants

Logements

- 1979 Au 1er décembre : 1 949 contre 2 173 en 1978, soit - 10,3 %. Plus significatif encore et aux mêmes dates, le recul des seuls logements vacants : 910 contre 1 324 (- 31,3 %).
- 1980 Compte tenu du mouvement actuel de la construction et de la demande qui ne faiblit pas, la diminution des logements vacants va se poursuivre.

Locaux commerciaux

- 1979 Au 1er décembre : 36 400 m² contre 69 200 un an plus tôt, soit - 47,4 %. Bureaux, ateliers et dépôts ont diminué alors que les arcades ont augmenté.
- 1980 Bien que ne connaissant pas la demande, on peut admettre que les locaux commerciaux vacants, dans leur ensemble, resteront au même niveau ou diminueront.

3.6. Prix à la consommation

- 1979 Augmentation annuelle de 5 %, la plus forte depuis 1974, alors que 1978 avait connu un taux bien minime de 0,8 %. Cette hausse est modérée en regard de celle d'autres pays industrialisés. Principal facteur de progression : les produits pétroliers (+ 53,7 % de fin 1978 à fin 1979). Sans eux, la variation annuelle aurait été réduite de moitié.
- 1980 Sur la base des pronostics établis par divers instituts, le taux annuel pourrait être de l'ordre de + 3,7 à 4,2 %. Tout dépendra des prix des produits pétroliers et de la valeur du franc suisse.

1. POPULATION ET EMPLOI

1.1. POPULATION RESIDENTE

1.1.1. Bilan 1979

• Evolution de la population du canton en 1979

Au 31 décembre 1979, la population du canton est estimée à 340 654. Le cap des 340 000 a donc été franchi en 1979, confirmant la reprise de l'évolution positive de la population cantonale après la chute brutale des années 1975-1976.

• Structure

La population du canton ne subit pas de grands bouleversements de structure mais poursuit quelques changements amorcés antérieurement. Ceux-ci se caractérisent principalement par :

- le lent mais continu vieillissement de la population depuis une décennie environ.

Population résidente selon le groupe d'âge

	Nombres absolus				Répartition en pour mille			
	0-19 ans	20-64 ans	65 ans et plus	Total	0-19 ans	20-64 ans	65 ans et plus	Total
1971	81 886	208 091	39 476	329 453	248	632	120	1 000
1972	83 260	208 039	40 318	331 617	251	627	122	1 000
1973	84 054	208 883	41 273	334 210	252	625	123	1 000
1974	84 631	209 423	42 106	336 160	252	623	125	1 000
1975	84 251	208 645	42 838	335 734	251	621	128	1 000
1976	83 915	208 443	43 400	335 758	250	621	129	1 000
1977	83 843	208 808	44 023	336 674	249	620	131	1 000
1978	83 995	210 688	44 590	339 273	248	621	131	1 000
1979	83 363	212 152	45 139	340 654	245	623	132	1 000

- la nette diminution dès 1974, en nombres absolus et en nombres relatifs, de la population d'origine étrangère (1974 : 113 306 soit 337 ‰; 1979: 107 081 soit 314 ‰); pendant la même période, l'augmentation importante de la population suisse (1974 : 222 854 ; 1979 : 233 573 ; 1974/79 : + 10 719).

Population résidente selon l'origine

	Nombres absolus			Pour mille		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
1974	222 854	113 306	336 160	663	337	1 000
1975	224 464	111 270	335 734	668	332	1 000
1976	225 984	109 774	335 758	673	327	1 000
1977	227 549	109 125	336 674	676	324	1 000
1978	231 772	107 501	339 273	683	317	1 000
1979	233 573	107 081	340 654	686	314	1 000

● Mouvement

En 1979, le gain total de population se monte à 1 381. Faisant suite au résultat exceptionnel de 1978, le gain annuel 1979 semble confirmer, de manière plus modérée, la reprise de la croissance de la population décelée en 1977.

Gain annuel de population

	Suisses	Etrangers	Total
1974	1 047	903	1 950
1975	1 610	-2 036	-426
1976	1 520	-1 496	- 24
1977	1 565	- 649	916
1978	4 223	-1 624	2 599
1979	1 801	- 420	1 381

Entrent dans le calcul du solde total, les résultats du mouvement naturel, du mouvement migratoire et des changements d'origine.

Le gain du mouvement naturel est remarquable en 1979, car il marque un coup d'arrêt à une baisse constante depuis une quinzaine d'années. C'est avant tout de la remontée des naissances que résulte ce solde positif. (Naissances : 3 581, décès : 2 954, gain naturel : 627). Ce sont les naissances suisses en particulier qui contribuent à cette brusque progression. Mais ce phénomène est encore trop récent pour conclure à un effet limité, dû à l'arrivée à l'âge de la procréation des générations de forte natalité de la fin des années cinquante - début soixanté, ou à un accroissement plus fondamental des taux de fécondité.

Naissances

	Suisses	Etrangers	Total
1974	1 946	2 123	4 069
1975	1 929	1 792	3 721
1976	1 834	1 769	3 603
1977	1 906	1 758	3 664
1978	2 091	1 428	3 519
1979	2 272	1 309	3 581

Composante principale de l'évolution de la population genevoise, le solde migratoire, à nouveau positif en 1979 (+ 754), confirme la reprise des échanges migratoires dès 1977. Cette année, à nouveau le gain migratoire étranger paraît important (1 145). Mais il est surtout composé de personnes sans activité économique : 1 024, écoliers, étudiants, apprentis, rentiers, ménagères.

Le gain migratoire suisse présente en 1979 une évolution plus surprenante. Il faut en effet remonter en 1973 pour retrouver un solde migratoire suisse négatif. (1973 : - 362 ; 1979 : - 391). La distinction entre actifs et inactifs laisse apparaître un solde négatif encore plus important : - 583 ¹⁾. Ce phénomène présente peut être un caractère accidentel et on ne peut en déduire une quelconque évolution future, mais il n'est pas impossible que cette évacuation d'actifs suisses soit en relation avec une reprise plus précoce et plus vigoureuse de l'activité économique générale en Suisse et avec la stagnation du chômage dans notre canton.

1) La distinction des migrants selon les deux catégories actifs/inactifs pose certains problèmes. Les chiffres présentés ici sont sujets à caution. Le SCS procède actuellement à des contrôles dans ce domaine.

On peut aussi retenir comme hypothèse à ce brusque arrêt de l'immigration suisse l'effet dissuasif des tensions sur le marché du logement à Genève.

Gain migratoire

	Suisse		Etrangers		Total	
	Total	dont actifs	Total	dont actifs	Total	dont actifs
1974	292	46	551	224	843	270
1975	908	594	-2 074	-1 491	-1 166	- 897
1976	1 009	544	-1 611	-1 443	- 602	- 899
1977	927	600	- 676	- 737	251	- 137
1978	958	692	1 080	- 16	2 038	676
1979	-391	-583	1 145	121	754	- 462

1978 était encore une année exceptionnelle par ses changements d'origine (3 651), conséquences de la nouvelle loi fédérale sur le droit de filiation. 1979 atteste la fin de cette vague : 2 386 résidents ont, au total, acquis la nationalité suisse, dont 864 selon la nouvelle loi fédérale contre 2 200 en 1978.

Mouvements de la population du canton en 1979

	Suisse	Etrangers	Total
Mouvement naturel	-194	821	627
Naissances	2 272	1 309	3 581
Décès	2 466	488	2 954
Gain migratoire	-391	1 145	754
Changement d'origine	2 386	-2 386	
par mariage	374	-374	
par nationalisation, réintégration, option	1 148	-1 148	
par gains divers	864	-864	
Gain total	1 801	-420	1 381
Population au 31 décembre 1979	233 573	107 081	340 654
	68,6 %	31,4 %	100 %

1.1.2. Eléments 1980

Durant les dernières années, l'évolution démographique a été fortement influencée par les fluctuations de l'immigration. Il en sera de même ces prochaines années.

Or les courants migratoires, et en particulier l'immigration confédérée, peuvent varier de façon très rapide et dans de fortes proportions. La rareté de logements que nous connaissons à Genève, un niveau de chômage relativement élevé par rapport à la moyenne suisse, ont pu avoir un effet dissuasif par rapport à l'immigration confédérée en 1979. Pour 1980, on peut s'attendre, sauf accident dû à la conjoncture économique, à une poursuite modérée de la croissance démographique, mais à un rythme peut-être plus faible qu'en 1978/1979 (de l'ordre de + 1 000 habitants).

1.2. POPULATION ACTIVE

1.2.1. Bilan 1979

Rappel : il n'existe pas de statistique permanente, permettant de suivre l'évolution de la population active ou des emplois. Ci-dessous (points 1.2.1.1. à 1.2.1.3.) nous présentons trois approches de la question; comme les résultats ne sont pas directement comparables, nous en avons tiré une synthèse (point 1.2.1.4.).

1.2.1.1. Population résidente active

La population résidente active est connue une fois tous les dix ans, lors des recensements fédéraux de la population.

Une manière d'estimer l'évolution entre deux recensements consiste à appliquer à la population résidente totale - donnée connue - les taux d'activité par sexe, état civil et âge, mesurés lors du dernier recensement. On peut éventuellement faire varier certains de ces taux (notamment ceux des jeunes ainsi que des personnes âgées) pour tenir compte de phénomènes tels l'allongement de la scolarité, l'avancement de la retraite.

Cette première méthode d'estimation permet d'apprécier dans quelle mesure les structures démographiques ont pu influencer l'évolution de la population active. Mais elle ne prend évidemment pas en compte les effets de nature socio-économique (abondance de l'offre d'emplois et adéquation entre offre et demande; évolution dans la participation des femmes mères de famille à la vie active, etc.).

	population totale		population résidente active estimée 1)		taux d'activité %
	chiffres au 31.12.	gain annuel	chiffres au 31.12.	gain annuel	
1974	336 200	2 000	163 400	300	48,6
1975	335 700	- 500	163 000	- 400	48,6
1976	335 800	100	163 200	200	48,6
1977	336 700	900	163 900	700	48,7
1978	339 300	2 600	165 800	1 900	48,9
1979	340 700	1 400	167 000	1 200	49,0

1) Estimation sur la base des taux d'activité par sexe, âge et - pour les femmes - état civil.

L'évolution actuelle des structures de la population genevoise tend à augmenter la part des actifs par rapport aux inactifs : le taux d'activité de l'ensemble de la population est en légère augmentation. La population active du canton augmente donc proportionnellement plus rapidement que la population résidente totale. Trois phénomènes sont à l'origine de cette évolution :

- conséquence du "baby boom" des années soixante, les générations de jeunes qui arrivent actuellement en âge d'activité (vers vingt ans) sont numériquement importantes ;
- au contraire, les générations nées vers 1915-1920 qui atteignent actuellement l'âge de la retraite (60-65 ans) sont relativement "creuses" ;
- les mouvements migratoires de ces dernières années sont favorables au renouvellement de la population active : soldes positifs entre 15 et 25 ans et négatifs aux âges moyens -à -élevés.

Les phénomènes démographiques étant en général lents, l'année 1980 s'inscrit probablement dans le prolongement des années précédentes. Mais les conditions favorables que nous connaissons actuellement, du point de vue de la croissance de la population active, ne dureront pas au-delà de quelques années : les tendances s'infléchiront probablement au cours des années quatre-vingt.

1.2.1.2. Flux de population active

Seconde manière d'estimer l'évolution de la population active, la méthode des flux, dans laquelle on traite séparément les populations d'origine suisse ou étrangère :

- pour l'évolution de la population active étrangère, on se base sur les chiffres de l'office fédéral des étrangers ;
- pour l'évolution de la population active suisse, on se base sur les flux de population active : gain migratoire, naturalisations, décès (flux externe), entrée en activité des jeunes, départs à la retraite (flux interne) 1) ;
- on tient également compte des chiffres du chômage.

• Population active étrangère

	effectifs				variation annuelle			
	résidents	saisonniers	frontaliers	Total	résidents	saisonniers	frontaliers	Total
1974	66 700	8 100	24 600	99 400	600	-2 000	- 400	-1 800
1975	65 400	4 400	20 800	90 600	-1 300	-3 700	-3 800	-8 800
1976	63 900	3 600	18 700	86 200	-1 500	- 800	-2 100	-4 400
1977	63 600	4 200	18 500	86 300	- 300	600	- 200	100
1978	63 100	4 400	19 700	87 200	- 500	200	1 200	900
1979	63 300	5 100	19 800	88 200	200	700	100	1 000

A fin 1979, l'effectif total de la population active étrangère se monte à 88 200, soit environ 13 000 de moins qu'en 1973 (101 200). Rappelons que durant les trois années de "crise" (1974/1976), la population active étrangère avait baissé de 15 000 unités.

En 1979, on enregistre une augmentation d'environ 1 000, chiffre comparable à celui de 1978 (+ 900). L'augmentation de ces deux dernières années est le fait de la population active non résidente : saisonniers (+ 900) et frontaliers (+ 1 300), la population résidente 2) étant, elle, en légère diminution (- 300).

• Population active suisse

En nous basant sur le mouvement démographique annuel de la population, et en appliquant les taux d'activité par sexe et âge mesurés en 1970 3), nous obtenons les résultats suivants :

	Flux externe	Flux interne	Gain total
1974	300	500	800
1975	600	600	1 200
1976	700	800	1 500
1977	600	1 000	1 600
1978	1 000	1 000	2 000
1979	200	1 000	1 200

La population active d'origine suisse est depuis plusieurs années en forte expansion :

- 1) Notre estimation des flux internes est relativement sommaire faute de données. En particulier, l'importance des mouvements d'arrêt/reprise d'activité chez les femmes n'est pas connue.
- 2) Total des trois catégories suivantes : établis (permis C), permis de séjour (permis B) et internationaux (exempts).
- 3) Recensement fédéral de la population.

- le flux externe - déterminé principalement par l'immigration confédérée et les gains d'étrangers par naturalisation ou mariage - est positif depuis 1974, avec des fluctuations relativement importantes : + 1 000 en 1978, + 200 en 1979 ;
- le flux interne, lié à l'évolution de la structure par âges de la population résidente, a connu une phase de croissance au cours des dernières années, du fait de l'arrivée en âge d'activité des générations de jeunes nés dans les années 1955/1965, époque de forte natalité ;
- au total, la population active d'origine suisse a fortement augmenté de 1972 à 1978, le gain annuel passant d'environ 200 à environ 2 000. En 1979, du fait d'un ralentissement important de l'immigration confédérée, il est redescendu à 1 200.

● Population active totale

En additionnant les flux de population active suisse et étrangère, et en tenant compte de la variation du nombre de chômeurs complets en fin d'année, nous obtenons les résultats suivants :

	résidents			non-résidents				flux total
	suisse	étrangers	total	saison-niers	frontaliers	total	chômage	
1974	800	600	1 400	-2 000	- 400	-2 400	- 200	-1 200
1975	1 200	-1 300	- 100	-3 700	-3 800	-7 500	-1 100	-8 700
1976	1 500	-1 500	-	- 800	-2 100	-2 900	300	-2 600
1977	1 600	- 300	1 300	600	- 200	400	100	1 800
1978	2 000	- 500	1 500	200	1 200	1 400	- 700	2 200
1979	1 200	200	1 400	700	100	800	-	2 200

Selon l'estimation basée sur les flux, après avoir diminué d'environ 12 500 durant les trois années de "crise" (1974/1976), la population active du canton a connu en 1977/1979 trois années de croissance : en chiffres absolus, le gain est d'environ 2 000 par an ; en chiffres relatifs, de l'ordre de 1 %.

1.2.1.3. Emplois

Les emplois sont recensés de façon exhaustive tous les dix ans, lors du recensement fédéral des entreprises. Sur le plan national, l'OFIAMT a élaboré un indice de l'emploi permettant de suivre, trimestriellement, l'évolution des emplois dans l'ensemble de la Suisse, au total et par branches économiques.

Faute d'un semblable instrument de mesure sur le plan cantonal, on peut, en première approximation, appliquer l'indice de l'OFIAMT par branches économiques aux emplois recensés à Genève en 1975. En procédant ainsi, on postule que les évolutions économiques suisse et genevoise sont homothétiques : à l'intérieur de chaque branche économique, l'évolution de l'emploi est la même; les différences qui apparaissent dans l'évolution de l'emploi total sont dues uniquement au fait que le poids des diverses branches économiques - leur importance relative - n'est pas le même à Genève et en Suisse. Ainsi, une forte variation de l'indice de l'emploi dans l'agriculture aura beaucoup plus d'influence sur l'indice global de l'emploi dans l'ensemble de la Suisse que sur le plan genevois, puisque l'agriculture est relativement moins importante à Genève.

	secteur primaire	secteur secondaire				secteur tertiaire	TOTAL
		industrie et métiers	cons- truction	autres ¹⁾	total		
1974	-	100	- 1 100	-	- 1 000	1 000	-
1975	-	- 3 600	- 4 000	-	- 7 600	- 2 000	- 9 600
1976	- 100	- 1 900	- 700	-	- 2 600	- 1 500	- 4 200
1977	-	-	-	-	-	800	800
1978	100	300	-	-	300	1 700	2 100
1979	100	-	100	-	100	1 700	1 900

1) Economie énergétique, épuration; mines et carrières.

Nous nous sommes basés ici sur l'indice du troisième trimestre, que nous avons appliqué aux emplois complets recensés en septembre 1975 (total : 179 800).

Selon cette estimation, le nombre d'emplois complets aurait connu une chute de 13 800 en deux ans (3e trimestre 1974/1976), puis aurait été en augmentation durant les trois dernières années. Même bilan en 1978 et 1979, avec un gain total de l'ordre de 2 000 emplois. Les secteurs primaire et secondaire étant restés stables, l'essentiel de l'augmentation est imputable au secteur tertiaire (+ 1 700 par année), à l'exclusion des administrations publiques et des organisations internationales, dont les effectifs ont peu varié.

1.2.1.4. Evolution de la main-d'oeuvre du canton; synthèse des points 1.2.1.1. à 1.2.1.3.

Une fois reconnu le côté fragile et provisoire des estimations présentées aux points précédents, on peut relever qu'elles ne conduisent pas à des résultats contradictoires :

	① population résidente active	② flux de population active				③ emplois selon indice OFIANT
		résidents	+ saisonniers + frontaliers	chômage	total	
1974	300	1 400	- 2 400	- 200	- 1 200	-
1975	- 400	- 100	- 7 500	- 1 100	- 8 700	- 9 600
1976	200	-	- 2 900	300	- 2 600	- 4 200
1977	700	1 300	400	100	1 800	800
1978	1 900	1 500	1 400	- 700	2 200	2 100
1979	1 200	1 400	800	-	2 200	1 900

. L'estimation ①, basée sur la population résidente active, donne les variations les plus faibles, surtout durant la période de baisse (1974/1976), ce qui est normal étant donné que les travailleurs saisonniers et frontaliers ne sont pas pris en compte.

. L'estimation ②, basée sur les flux de population active, paraît la plus sûre a priori 1). Pour la période de baisse (1974/1976), elle donne un chiffre un peu plus faible (- 12 500) que l'estimation ③ (- 13 800). Au contraire, pour la période de hausse (1977/1979), l'estimation ② donne un chiffre plus fort (+ 6 200 contre + 4 800). Ces différences tendent à confirmer que par rapport à la moyenne suisse, la baisse de l'emploi a été moins forte à Genève en 1974/1976 et l'augmentation plus forte en 1977/1979 2).

1) Il existe deux possibilités lointaines de vérifications pour ces estimations :
 - résultats du recensement de la population du 2 décembre 1980, qui seront connus en 1982/1983,
 - exploitation statistique des fichiers du contrôle de l'habitant, en cours au SCS, mais dont les résultats sont problématiques.

2) Puisque l'estimation 3 est basée sur une méthode d'homothétie avec la Suisse.

On peut conclure, pour 1979, à une augmentation d'environ 2 000 emplois, soit autant qu'en 1978. Toutefois, un certain ralentissement de l'immigration confédérée est apparu dans la deuxième moitié de 1979; de plus, le nombre de chômeurs complets est resté en 1979 à un niveau relativement élevé, après la "flambée" de 1978, alors que l'effectif des travailleurs frontaliers s'est stabilisé vers 19 500 / 19 800.

1.2.2. Eléments 1980

On pourrait donc enregistrer en 1980 une croissance des emplois moins forte qu'en 1978/1979 mais, sauf accident (conjoncture économique), il devrait tout de même y avoir croissance.

1.3. MARCHE DU TRAVAIL

1.3.1. Bilan 1979

1.3.1.1. Chômage complet

Le nombre de chômeurs complets avait fortement augmenté à Genève durant l'année 1978; en 1979, après une légère diminution en début d'année, il s'est stabilisé (1 500 / 1 700) à un niveau relativement élevé, comparable à celui enregistré début 1976 (1 500 / 1 600).

Dans l'ensemble de la Suisse, cette reprise du chômage en 1978/1979 n'a pas été observée et les chiffres restent nettement inférieurs à ceux du début 1976 (32 000 chômeurs).

Chômeurs complets

	Genève		Suisse		Genève/Suisse (%)	
	décembre	moyenne mensuelle	décembre	moyenne mensuelle	décembre	moyenne mensuelle
1974	189	49	1 030	221	18,4	22,2
1975	1 273	708	26 258	10 170	4,8	7,0
1976	951	1 073	17 401	20 703	5,5	5,2
1977	873	812	11 566	12 020	7,5	6,8
1978	1 592	1 127	12 997	10 483	12,2	10,8
1979	1 546	1 624	8 903	10 333	17,4	15,7

Le taux moyen de chômage pour 1979 s'établit pour Genève à environ 1 % de la population active, contre 0,3 % dans l'ensemble du pays. Les autres cantons ayant un taux de chômage notablement supérieur à la moyenne suisse sont le Tessin (1,1 %), le Jura (0,9 %), Bâle-Ville (0,7 %), Neuchâtel (0,6 %).

On observe que dans sa phase actuelle, le chômage frappe

- plutôt les cantons "tertiaires" que les cantons industriels,
- plutôt les cantons latins que les alémaniques,
- plutôt les agglomérations urbaines que la campagne,
- plutôt les zones frontalières que les régions intérieures,
- plutôt les cantons ayant subi les pertes les plus faibles de population active étrangère en 1974/1976.

C'est probablement au cumul de ces différents "handicaps" que le canton de Genève doit d'avoir actuellement l'un des taux de chômage les plus élevés. Mais il faut relever que, contrairement aux cantons de Neuchâtel ou Bâle-Ville qui connaissent depuis plusieurs années un déclin démographique, Genève est en expansion.

Paradoxalement, bien que son taux de chômage en 1978/1979 ait été l'un des plus élevés, Genève est probablement l'un des cantons où l'expansion des emplois a été la plus forte 2).

1) Calculé par rapport à la population résidente active recensée en 1970.

2) Une analyse approfondie de l'évolution de l'emploi et du chômage à Genève, comprenant des comparaisons avec la Suisse et les autres cantons, sera publiée dans la collection "Aspects statistiques" en avril 1980.

Bien que les données de référence disponibles soient relativement anciennes 1), il est intéressant de considérer la situation des principaux groupes de professions

Taux de chômage par professions (chiffres de décembre) taux pour mille

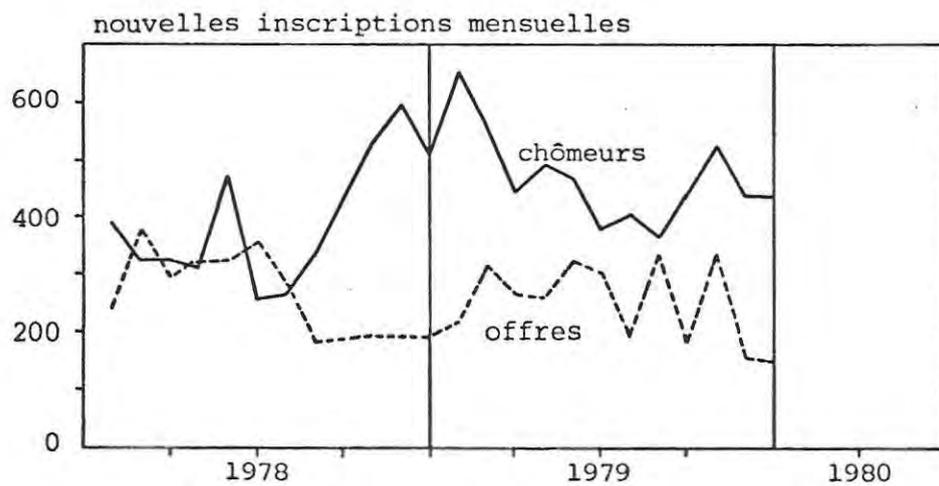
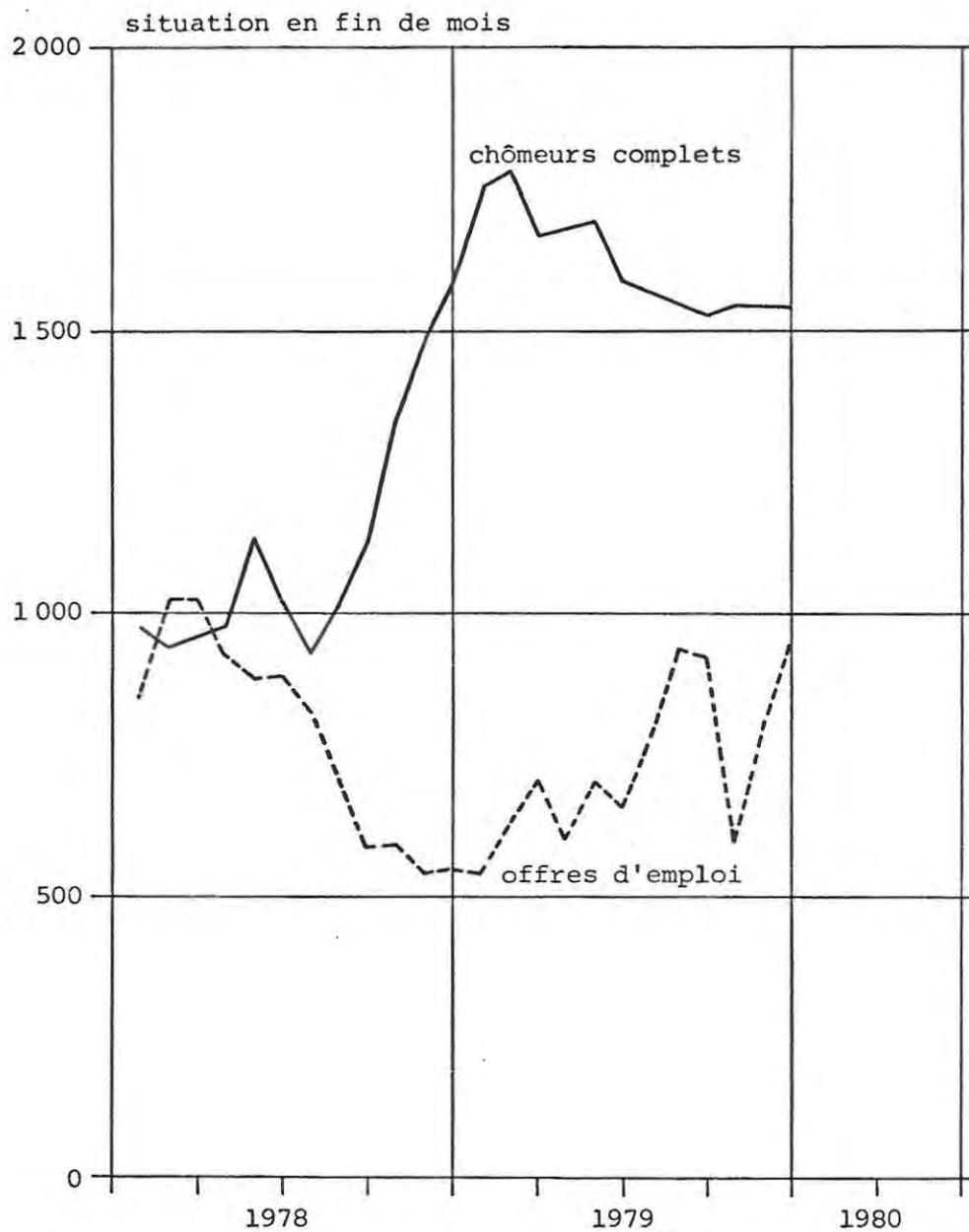
	Genève			Suisse		
	1977	1978	1979	1977	1978	1979
.Agriculture	1,3	3,7	4,0	0,5	0,5	0,6
.Professions liées à la production, sauf bâtiment	4,8	8,8	7,8	2,9	3,8	2,0
dont arts graphiques	8,0	12,0	12,0	5,4	4,9	2,6
métallurgie, machines	5,5	8,9	7,4	3,6	3,3	2,0
horlogerie, bijouterie	2,0	7,2	10,5	3,3	14,5	6,2
.Professions liées à la production dans le bâtiment	1,4	2,9	2,6	4,4	3,5	2,3
.Professions non liées directement à la production	5,6	10,1	10,0	4,6	5,2	3,8
dont professions techniques	10,3	11,3	11,0	6,7	5,1	3,0
bureau, commerce	4,9	8,0	8,2	3,9	4,3	3,2
hôtellerie, service de maison	4,6	14,3	10,9	2,8	4,4	3,3
hygiène, nettoyage	2,1	6,7	6,8	1,9	2,3	2,0
soins médicaux	2,4	7,0	7,9	3,8	4,1	3,4
professions scientifiques et artistiques	10,7	18,2	15,4	11,4	12,3	9,4
enseignement, assistance sociale	5,1	7,9	7,8	8,7	10,4	8,9
"autres professions"	8,8	20,5	23,9	8,2	10,4	6,7
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	5,1	9,4	9,1	3,9	4,3	3,0

Principales observations :

- . De 1977 à 1979, les taux de chômage genevois restent supérieurs aux taux suisses dans la plupart des groupes professionnels (seuls les plus importants de ceux-ci ont été retenus ici).
- . A Genève comme dans l'ensemble de la Suisse, les taux de chômage sont plus élevés dans l'industrie que dans l'agriculture, plus élevés dans les services que dans l'industrie.
- . L'augmentation du taux de chômage genevois, entre 1977 et 1978 est un phénomène général, qui concerne tous les groupes de professions sans exception. Les augmentations les plus importantes sont enregistrées dans l'horlogerie/bijouterie, dans l'hôtellerie, les professions de l'hygiène et de la santé, ainsi que parmi les personnes sans profession déterminée (groupe "autres professions").
- . C'est dans ce dernier groupe que l'on enregistre le taux de chômage le plus élevé à Genève (2,4 % à fin 1979); suivent les professions scientifiques et artistiques (1,5 %) puis - avec des taux compris entre 1 % et 1,2 % - les arts graphiques, l'horlogerie-bijouterie, les professions techniques, l'hôtellerie.
- . Le groupe des professions de bureau et du commerce, qui réunit en valeur absolue les effectifs les plus importants (464 chômeurs sur 1 546 à fin 1979, soit 30 %) atteint un taux de 0,8 %, soit une valeur inférieure à la moyenne des professions (0,9 %).

1) La population résidente active recensée en 1970.

Marché de l'emploi; évolution mensuelle



1.3.1.2. Offre/demande d'emplois

- Si l'effectif des chômeurs a peu varié, au cours de l'année 1979, le mouvement est resté important : chaque mois, de quatre à cinq cents nouveaux travailleurs ont connu le chômage alors qu'un nombre équivalent de chômeurs retrouvaient un emploi. Plus exactement, ils disparaissaient de la statistique, soit parce qu'ils avaient trouvé un emploi, soit parce que - pour une raison ou pour une autre 1) - ils avaient renoncé au contrôle périodique des services du chômage.
 - Au total, pour 1979, quelque 5 000 personnes ont connu le chômage complet à Genève 2), soit près de 3 % de la population active.
 - En ce qui concerne les nouvelles offres d'emploi mensuelles, on constate qu'elles ont connu un creux dans la deuxième partie de l'année 1978 - passant de 300 à 200 environ - au moment où le nombre de nouveaux chômeurs était, lui, en augmentation. La poussée de chômage enregistrée à fin 1978 résultait donc d'une conjugaison de deux phénomènes : augmentation de la demande (nouveaux chômeurs) et diminution de l'offre (nouvelles offres) 3).
- Le fait que le nombre de chômeurs soit actuellement supérieur à ce qu'il était en 1977/début 1978, malgré l'amélioration enregistrée au printemps 1979, est - apparemment - imputable à la fois à la demande (plus forte actuellement) et à l'offre (plus faible).
- La persistance d'un niveau de chômage relativement important, alors que l'offre globale paraît abondante et que la population active est encore en expansion, résulte pour une part d'un décalage entre offres et demandes d'emplois; exemples à fin 1979 :

	<u>chômeurs</u>	<u>offres d'emploi</u>
<u>Offre très supérieure à demande</u>		
bouchers-charcutiers	4	35
industrie du bois	1	30
maçons	1	18
<u>Offre très inférieure à demande</u>		
imprimeurs	12	2
horlogers	7	-
architectes, urbanistes	16	-
chauffeurs	53	5
psychologues, sociologues	12	1

Mais dans beaucoup de professions, on constate qu'offres et demandes d'emploi sont simultanément abondantes, sinon équilibrées :

	<u>chômeurs</u>	<u>offres d'emploi</u>
<u>Offre et demande importantes</u>		
industrie métallurgique, construction de machines	111	125
employés de bureau	241	95
vendeurs	71	163
hôtellerie-service de maison	163	54

1) Départ de Genève, emploi temporaire, prise en charge par un service social, etc.

2) Total des nouvelles demandes d'emploi mensuelles.

3) Pour autant que le mouvement des offres d'emplois enregistrées par l'OCE corresponde bien au mouvement réel du marché du travail.

Ces quelques comparaisons n'ont rien d'absolu et se réfèrent à une situation momentanée (31 décembre 1979), mais elles permettent de rappeler que le chômage que nous connaissons actuellement à Genève n'est pas dû uniquement à un manque de possibilités d'emploi : il s'agit d'un phénomène diffus, qui frappe pratiquement toutes les professions, qui concerne aussi bien les femmes que les hommes, les jeunes que les moins jeunes et dont les causes peuvent être, entre autres :

- les difficultés que connaissent certaines entreprises isolées, alors que d'autres entreprises de la même branche "se portent bien" : problèmes d'adaptation, de gestion, qui seraient plus fréquents en Suisse romande qu'outre Sarine ("efficacité, pragmatisme suisse-alémaniques"),
- l'évolution de la technologie, qui fait que des professions disparaissent ou changent de contenu,
- l'amélioration des prestations en matière de chômage, qui peut à la fois inciter les chefs d'entreprise à licencier "facilement", et certains travailleurs "marginiaux" à "profiter" de ces prestations,
- la concurrence que représentent dans une région urbaine et frontalière, comme Genève, la main-d'oeuvre frontalière ainsi que l'immigration en provenance des autres cantons.

1.3.2. Eléments pour 1980

Le ralentissement de l'immigration confédérée, la stabilisation de l'effectif des travailleurs frontaliers enregistrée en 1979 peuvent avoir un effet modérateur par rapport au chômage à Genève, mais les perspectives économiques pour l'Europe paraissent plutôt pessimistes en ce début d'année. On peut difficilement envisager une diminution importante du nombre des chômeurs pour 1980. Par contre, il est possible que le chômage s'aggrave dans d'autres régions de Suisse qui sont actuellement relativement épargnées : les contrastes entre cantons pourraient s'atténuer en 1980.

2. PRODUCTION

2.1. SECTEUR PRIMAIRE

2.1.1. Bilan 1979

"Grâce à des conditions météorologiques favorables", indique le dernier rapport de la Chambre genevoise d'agriculture, "le bilan agricole genevois s'avère positif".

Ce bilan global positif recouvre toutefois des résultats divergents entre les diverses cultures.

- Céréales panifiables : par rapport à 1978, la récolte a été supérieure en qualité mais inférieure en quantité.
- Maïs : le rendement a été inégal dans le canton.
- Colza : la meilleure récolte depuis 1968.
- Pomme de terre : la récolte est jugée "normale"; la surface cultivée continue à diminuer.
- Viticulture : la récolte a atteint 11 672 000 litres, résultat légèrement supérieur à la moyenne des dix dernières années; la surface du vignoble reste stable.
- Arboriculture fruitière : la production a souffert de la grêle; le problème de l'écoulement des stocks reste préoccupant.
- Horticulture : "avec l'éventail d'installations fixes, d'abris légers et les tunnels en plastique, la production genevoise est régulièrement abondante pour servir le marché durant la période d'avril à novembre". Lorsque l'importation est libre ou limitée, la concurrence étrangère est très forte.
- Cultures maraîchères : ce secteur a connu, de la mi-juin à la fin octobre, une période de sur-production. "La mévente et l'effondrement des prix, durant ces mois, ont atteint les légumes de pleine terre et également les légumes cultivés sous abris, tels les tomates et les concombres. Les répercussions sur le rendement des exploitations ont été très sensibles".

2.1.2. Eléments 1980

L'amélioration de l'assolement (par l'extension de la betterave sucrière) et de la rentabilité des cultures forcées (remise en question par la hausse du prix du pétrole et pour lequel il est urgent de trouver un produit de substitution) figurent, avec la crainte d'un afflux persistant des produits maraîchers de la zone franche, parmi les principales préoccupations citées dans le rapport annuel de la Chambre genevoise d'agriculture.

2.2. SECTEUR SECONDAIRE

2.2.1. INDUSTRIE

Indicateur synthétique de la marche des affaires
Moyennes trimestrielles de résultats mensuels

Référence :
situation satisfaisante = 0
très mauvaise = -100
très bonne = +100

Branche économique	1978				1979			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Ensemble de l'industrie	-10	- 7	-16	-30	-19	-21	-16	+ 4
Alimentation-boissons-tabacs	- 1	+ 2	+ 4	+ 4	+22	-13	-15	0
Arts graphiques	+ 4	-17	-22	-40	-38	-27	-10	+ 5
Chimie	-28	+ 8	- 1	+ 4	+45	+25	- 2	+24
Métallurgie ¹⁾	+ 6	-25	-36	-77	-63	-43	-26	+34
Machines et appareils	-13	- 7	-21	-36	-24	-37	-30	-14
Horlogerie-bijouterie	.	+34	- 8	- 6	-13	- 7	- 5	- 4

1) Représentativité incertaine (participation insuffisante).

2.2.1.1. Bilan 1979

Les données ayant servi à l'analyse de la situation dans l'industrie sont tirées du test conjoncturel pour l'industrie genevoise. Cette enquête n'est pas une statistique au sens strict, elle reflète les appréciations d'un échantillon d'entreprises qui répondent régulièrement à des questions sur la marche de leurs affaires. Ces indications sont complétées par les informations obtenues par des contacts directs avec des chefs d'entreprise à l'occasion de l'enquête, par leurs remarques et par l'étude de la consommation d'électricité de la grande industrie (entreprises consommant plus de 500 000 kWh par an).

L'indicateur synthétique de la marche des affaires pour l'ensemble de l'industrie est resté dans une zone insatisfaisante au cours des trois premiers trimestres de l'année. Cependant la tendance à la reprise a été sensible dès le début du second trimestre. Celle-ci, bien que plus tardive à Genève comparative-ment à l'ensemble du pays, s'est consolidée au quatrième trimestre. A fin décembre, l'indicateur était proche de la valeur 0 ce qui exprime une situation globalement satisfaisante.

Cette analyse doit être nuancée en raison d'un problème technique. En effet, le calcul de l'indicateur repose sur les résultats des variations des différentes rubriques qui le composent, par rapport à l'époque correspondante de l'année précédente. La seconde partie de 1978 ayant connu une situation défavorable, les résultats de 1979 paraissent meilleurs qu'ils n'auraient été en comparant avec une période d'activité normale.

L'indicateur synthétique de la branche des machines et appareils est constamment resté négatif tout au long de l'année, les résultats du second semestre paraissant moins défavorables. Les problèmes sont perceptibles du côté des carnets de commandes : une nette majorité de chefs d'entreprise les jugeant trop peu chargés. Cet état de faits a eu une certaine influence sur la production dont la tendance négative est perceptible au travers des résultats du test. Cette image est corroborée par un indicateur indirect de la production : la consommation d'électricité de la grande industrie. Pour les grandes entreprises de la branche, celle-ci a diminué en 1979 après deux années de croissance.

L'analyse de l'activité dans la métallurgie à l'aide des résultats du test conjoncturel est délicate. En effet, le nombre d'entreprises répondantes est insuffisant. Les données disponibles sur la consommation d'électricité permettent néanmoins d'estimer que la production a évolué favorablement en liaison avec la reprise constatée dans le bâtiment.

Dans l'horlogerie-bijouterie, selon le test, la marche des affaires a été meilleure au deuxième semestre qu'au premier. L'indicateur synthétique de la marche des affaires est situé, en moyenne, légèrement au-dessous de la valeur 0. La part de commandes de l'étranger, systématiquement estimée en baisse par tous les répondants au test au dernier trimestre 1978, s'est graduellement améliorée, bien que l'indicateur correspondant signale toujours, à fin 1979, une majorité de baisses. L'évolution du prix de l'or et son irrégularité risque de créer des problèmes aux entreprises dont c'est la principale matière première.

Dans les arts graphiques, le test conjoncturel donne l'image d'une évolution irrégulière, orientée vers une amélioration. Un des problèmes rencontrés par les entreprises est celui du court délai entre le passage des commandes et leur exécution. Cette situation provoque des tensions ponctuelles qui se traduisent, en particulier, par une proportion d'heures supplémentaires supérieure à la moyenne de l'ensemble de l'industrie.

La marche des affaires dans la chimie a été bonne pendant toute l'année, malgré un tassement au troisième trimestre. Le taux d'exploitation de la capacité technique a été supérieur à celui de 1978. La production, vue au travers de la consommation d'électricité, a connu une progression quasi constante au cours de l'année. L'augmentation des prix des matières premières a été particulièrement sensible dans cette branche en 1979.

L'évolution de la marche des affaires de la branche alimentation-boissons-tabacs a été irrégulière, orientée à la hausse au deuxième semestre. La progression importante de la consommation d'électricité des grandes entreprises, amorcée en 1978, s'est poursuivie en 1979, ce qui laisse supposer une croissance de la production.

2.2.1.2. Eléments pour 1980

Il est difficile d'appréhender l'évolution future à l'aide des données disponibles. Néanmoins, on peut constater que lorsqu'elles apprécient leur situation par rapport à l'évolution prévisible pour le premier semestre de 1980, les entreprises, dans leur majorité, estiment que la capacité technique (dont le degré d'exploitation est en augmentation) est suffisante alors que le personnel est jugé insuffisant. Contrairement à l'année dernière, l'ajustement aux nécessités de la production devrait donc se faire par l'augmentation du facteur de production "travail".

2.2.2. CONSTRUCTION

2.2.2.1. Bilan 1979

Activité générale

Dépenses pour la construction, selon le genre de l'ouvrage, depuis 1974 dans le canton de Genève 1)

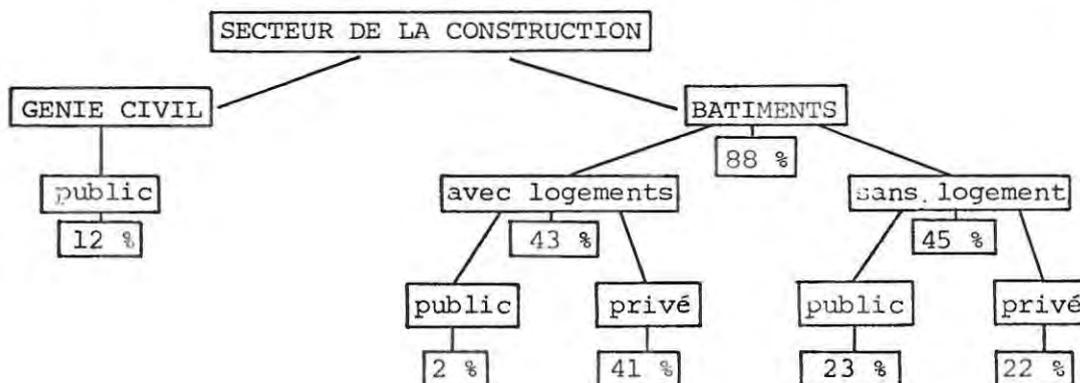
Totaux annuels

Unité : Millions F

	TRAVAUX DU SECTEUR PUBLIC					TRAVAUX DU SECTEUR PRIVE				ENSEMBLE
	BATIMENTS PRINCIPAUX		GENIE CIVIL	ROUTES	TOTAL	BATIMENTS PRINCIPAUX		BATIMENTS ACCESSOIRES ET AUTRES	TOTAL	
	Total	dont à usage d'habitation				Total	dont à usage d'habitation			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
1974	325,4	49,1	67,5	44,8	437,7	824,0	585,0	60,4	884,4	1 322,1
1975	276,4	37,3	62,8	54,6	393,8	632,7	407,9	59,5	692,2	1 086,0
1976	297,8	12,2	76,3	50,5	424,6	610,7	414,9	21,1	631,8	1 056,4
1977	240,2	13,0	117,1	60,5	417,8	652,7	474,0	31,5	684,2	1 102,0
1978	254,3	12,4	96,2	50,2	400,7	683,5	460,8	33,0	716,5	1 117,2
Prévisions pour 1979	-	-	-	-	458,2	-	-	-	834,5	1 292,7

Les résultats de l'enquête annuelle de l'office fédéral des questions conjoncturelles sur les travaux exécutés en 1978 et prévus pour 1979 laissent entrevoir que 1979 serait caractérisé par une augmentation des dépenses due tant aux investissements publics que privés. En attendant les résultats de la nouvelle enquête, portant sur 1979-1980, disponibles à fin avril 1980, on peut d'une part analyser la répartition des dépenses du secteur de la construction selon le genre d'ouvrage et d'autre part tirer des enseignements intéressants de la statistique de la construction.

Répartition moyenne des dépenses des cinq dernières années (1974-1978)



De par ce schéma, on s'aperçoit de l'importance de la partie "bâtiments", 88 % du secteur de la construction, dont 63 % relatif au secteur privé. On remarque également que l'activité liée au logement, presque essentiellement réalisée par le domaine privé, atteint 43 %, alors que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, le génie civil (y compris les routes) ne totalise que 12 %.

1) Selon l'enquête de l'office fédéral des questions conjoncturelles.

Coût prévu des bâtiments autorisés, en construction et construits depuis 1974 ¹⁾

Canton

Unité : millions de francs

	Autorisés	Construits	En cours (Fin de période)	Dont mis en chantier
1974	679,7	1 056,9	1 429,2	412,2
1975	939,0	1 013,3	1 224,1	697,1
1976	601,9	529,1	1 588,6	663,9
1977	557,7	833,2	1 164,5	428,5
1978	545,8	739,5	1 311,0	832,3
1979	518,4	534,6	1 239,1	529,6

D'une façon générale, l'activité du bâtiment marque un recul dans le volume général des ouvertures de chantier en 1979 dû principalement aux bâtiments sans logement, alors que les bâtiments avec logements restent stables. Il faut cependant interpréter ces chiffres avec circonspection, car contrairement à l'enquête sur les dépenses annuelles de construction, il s'agit dans ce cas des montants globaux des travaux et qui ne tiennent pas compte de leur étalement dans le temps. Aussi, malgré ce recul des ouvertures de chantier, l'activité reste stable notamment grâce aux "gros" chantiers ouverts en 1978 (Palais des expositions, nouvelle Poste de Montbrillant, Hôtel des finances, etc.).

Logements

	REQUETES		AUTORISES		MIS EN CHANTIER		CONSTRUITS	
	total	dont villas	total	dont villas	total	dont villas	total	dont villas
1974	3 556	305	3 857	325	2 285	222	4 820	297
1975	2 657	241	3 634	171	3 017	183	4 549	217
1976	1 906	220	1 598	194	2 802	193	2 411	181
1977	1 324	283	1 732	303	2 081	274	2 838	215
1978	1 697	394	1 312	336	1 834	337	2 687	303
1979	2 075	561	2 066	421	1 827	405	2 288	331
Par rapport à 1978 en %	+22,3%	+42,4%	+57%	+25,3%	-0,4%	+20,2%	-14,9%	+9,2%

En 1979, 2 288 logements ont été construits, dont 331 villas et le gain des transformations s'élève à 54 logements. En revanche, 349 logements ont été démolis et 65 ont changé d'affectation. De ce fait, le parc a augmenté de 1 928 logements par rapport à 1978 et s'établit à 171 071 logements au 31 décembre 1979.

Les logements construits ont diminué de 14,9 % par rapport à 1978. C'est la plus faible mise sur le marché de logements neufs enregistrée depuis vingt ans. Cette situation devrait néanmoins s'améliorer, car la reprise amorcée dès le troisième trimestre 1978 dans les "requêtes" s'est poursuivie en 1979 et s'est traduite également par une augmentation des autorisations accordées. En ce qui concerne la construction de villas, l'augmentation des projets, remarquée dès 1977, continue et s'est déjà traduite par une augmentation des construits en 1978 et qui se poursuit en 1979.

1) Selon statistique de la construction.

2.2.2.2. Eléments pour 1980

Activité générale

Si les prévisions pour 1980 peuvent se résumer à la poursuite de la stabilité et même une légère augmentation de l'activité, il faut être conscient que les quelques "gros" chantiers en cours ne sont actuellement pas remplacés par de nouvelles "requêtes" ou "autorisés" et, de ce fait, au terme de leur achèvement il risque à nouveau de se produire un ralentissement.

Logements

L'augmentation des autorisations accordées pour la construction de logements (+ 57 % par rapport à 1978) signifie que la reprise en termes de projets effectuée en 1979 va certainement se concrétiser dès le printemps 1980 par l'ouverture de nouveaux chantiers et dès fin 1981 par une augmentation des logements construits. D'ici là et compte tenu d'une part du mouvement de la construction et d'autre part du faible taux de vacance, on peut craindre certaines tensions ces prochaines années sur le marché du logement. Il faut souligner enfin que si cette reprise dans la construction de logements se poursuit, elle pourrait dans une certaine mesure compenser la fin des "gros" chantiers.

2.3. SECTEUR TERTIAIRE

2.3.1. COMMERCE

2.3.1.1. Bilan 1979

L'absence d'indicateurs systématiques de la marche des affaires dans le commerce genevois contraint à recourir à des informations ou impressions partielles ou encore à des indicateurs nationaux (applicables sous de grandes réserves au cas local) pour tenter d'esquisser son évolution au cours de l'année 1979.

Si rien ne permet d'affirmer qu'une reprise très prononcée s'est manifestée, il semble s'avérer cependant que le volume des ventes se soit situé à un niveau plus satisfaisant que l'année précédente, surtout dans les grandes surfaces. Les points de vente genevois ont probablement retrouvé une partie de la clientèle qui avait été attirée par des achats frontaliers lors de la forte hausse du franc suisse en 1978.

Selon l'enquête annuelle de la Chambre de commerce et d'industrie de Genève, la majorité des commerces ont vu leur chiffre d'affaires augmenter ou rester stable en 1979 par rapport à l'année précédente; cette évolution ne s'est cependant pas traduite par une amélioration sensible de la rentabilité.

Au plan suisse, les statistiques de l'OFIAMT concernant les chiffres d'affaires dans le commerce de détail mettent en évidence une stabilité en termes réels (+ 0,1 %) qui contraste toutefois avec un accroissement concomittant de l'indice des personnes occupées dans la branche (+ 2,6 %).

2.3.1.2. Eléments pour 1980

Selon l'enquête mentionnée plus haut, tous les commerces consultés s'attendent à des résultats au moins aussi bons qu'en 1979.

2.3.2. SECTEUR INTERNATIONAL

2.3.2.1. Bilan 1978 - 1979

Les emplois

Les emplois dans le secteur international, de 1974 à 1979

Secteur international	1974 oct.	1975 oct.	1976 oct.	1977 oct.	1978		1979		Evolution 1978-1979 en %	
					avril	oct.	avril	oct.	avril	oct.
Organisations gouvernementales	*	*	*	*	14 267	*	14 263	*	0,0	*
. Fonctionnaires	10 544	11 438	11 550	11 353	11 296	11 474	11 335	11 634	+0,3	+1,4
. Autres personnes	*	*	*	*	2 971	*	2 928	*	-1,4	*
Missions permanentes	2 494	2 135	2 240	2 303	*	2 374	*	2 078	*	-12,5
Organisations non gouvernementales	*	2 257	*	*	2 158 ¹⁾	*	2 408 ¹⁾	*	+7,0 ¹⁾	*

1) Estimation, les emplois en 1979 se rapportant à 10 organisations et ceux de 1978 à 9.

Remarques : - l'enquête annuelle du mois d'octobre est réalisée par la Mission suisse près les organisations internationales à Genève. L'enquête couvre le personnel titulaire d'une carte de légitimation des organisations gouvernementales et des missions permanentes;

- l'enquête d'avril est réalisée depuis 1978 par le SCS; elle porte sur l'ensemble du personnel des organisations gouvernementales et sur les organisations internationales non gouvernementales employant au moins cent personnes à Genève (9 en 1975 (RFE) et 1978, 10 en 1979).

En avril 1979, l'emploi total dans les quatorze organisations internationales gouvernementales 1) et les dix organisations internationales non gouvernementales occupant au moins cent personnes 2) s'est élevé à 16 671 personnes, soit une augmentation annuelle de 0,9 % qui recouvre une stabilité des effectifs dans les organisations gouvernementales (14 263 personnes) et une hausse de 7,0 de ceux des organisations non gouvernementales (2 408 personnes).

Les chiffres fournis par la Mission suisse indiquent pour les organisations gouvernementales, en octobre 1979, un chiffre record de 11 634 fonctionnaires (détenteurs d'une carte de légitimation) dépassant de 84 unités le précédent

1) Office des Nations Unies (ONU), Bureau international du travail (BIT), Organisation mondiale de la santé (OMS), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Bureau international d'éducation (BIE), Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), Association européenne de libre-échange (AELE), Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME), Union interparlementaire (UI), Organisation internationale de protection civile (OIPC), Association des pays exportateurs de minerai de fer (APEF).

2) Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Ligue des sociétés de la Croix-Rouge (LSCR), Conseil oecuménique des églises (COE), Fédération luthérienne mondiale (FLM), Fondation de l'Ecole internationale de Genève, Association du transport aérien international (IATA), Institut Battelle, Organisation internationale de normalisation (ISO), Union européenne de radiodiffusion (UER), Commission électrotechnique internationale (CEI).

maximum enregistré en octobre 1976. Traduit sous forme d'indice de base 1970 = 100, on constate que l'emploi a progressé régulièrement jusqu'en 1976 (indice 119) avant de diminuer en 1977 (indice 117) et de remonter en 1978 (indice 118) et en 1979 (indice 120). En revanche, le personnel des missions permanentes a enregistré une baisse sensible de son effectif (- 12,5 %), passant de 2 374 en octobre 1978, à 2 078 en octobre 1979.

Les dépenses

Dépenses des organisations internationales gouvernementales, de 1974 à 1978

Dépenses (en milliers de Fr.)	1974	1975	1976	1977 ³⁾	1978 ³⁾	Evolution 1977-1978 en %
Dépenses courantes ¹⁾	909 469	989 371	1 063 656	1 184 372	1 178 761	- 0,5
1. Coût salarial total	714 843	773 688	815 824	895 117	901 294	+ 0,7
2. Dépenses courantes pour d'autres biens et services	194 626	215 683	247 832	289 255	277 467	- 4,1
Dépenses d'investissement ²⁾	357 086	338 876	315 267	252 375	234 402	- 7,1
1. Achats de biens d'équipement	233 582	204 114	222 090	198 048	164 307	- 17,0
2. Dépenses de construction	123 504	134 762	93 177	54 327	70 095	+ 29,0
Total des dépenses	1 266 555	1 328 247	1 378 923	1 436 747	1 413 163	- 1,6

1) Estimations pour les années 1974, 1975 et 1976.

2) Dépenses de l'ONU, du BIT, de l'OMS et du CERN pour les années 1974, 1975 et 1976.

3) Depuis 1977, résultats des enquêtes exhaustives du SCS.

Les dépenses effectuées pour les sièges et les offices des quatorze organisations gouvernementales établies à Genève ont atteint 1 413 millions de francs en 1978, dont environ 808 millions de francs sont revenus à la Suisse. Exprimées en francs suisses, ces dépenses ont légèrement diminué (- 1,6 %) par rapport à 1977. La baisse est nettement plus forte pour les dépenses d'investissement (- 7,1 %) que pour les dépenses courantes (- 0,5 %).

Les dépenses totales des dix principales organisations non gouvernementales se sont élevées à 187 millions de francs en 1978, ce qui traduit une baisse de 2,1 % par rapport à l'année précédente en raison du recul des investissements (- 42,4 %). Par contre, les dépenses courantes continuent à progresser (+ 1,1 %).

Globalement, les dépenses des vingt-quatre organisations internationales sont équivalentes aux 6/7 des dépenses totales de l'Etat de Genève en 1978, ce qui met en évidence leur importance économique dans le cadre régional.

Les réunions internationales

Réunions internationales en 1977 et 1978

Organisations	Nombre de réunions internationales			Nombre de séances tenues			Nombre total de délégués et d'experts		
	1977	1978	Variation en %	1977	1978	Variation en %	1977	1978	Variation en %
Organisations gouvernementales dont organisations du système des Nations Unies ¹⁾	1 026	974	- 5,1	13 775	13 671	- 0,8	51 921	50 277	- 3,2
Organisations non gouvernementales ²⁾	896	901	+ 0,6	13 486	13 302	- 1,4	47 703	48 939	+ 2,6
Total ³⁾	406	470	+10,3	886	1 277	+33,3	6 585	7 705	+ 9,4
	1 432	1 444	- 0,7	14 661	14 948	+ 1,3	58 506	57 982	- 1,8

1) Sur les 14 organisations gouvernementales établies à Genève, 8 font partie du système des Nations Unies.

2) 9 organisations en 1977, 10 en 1978. Les variations sont estimées.

3) Les variations sont estimées.

Si le nombre des réunions et conférences internationales, gouvernementales et non gouvernementales, diminue faiblement (- 0,7 %), peut-être en raison de la durée plus longue de certaines d'entre elles, le nombre de séances de travail qu'elles ont requises s'accroît (+ 1,3 %). En revanche, l'effectif des délégués recule de - 1,8 % pour s'établir à environ 58 000.

Le nombre de séances tenues lors de réunions ou conférences internationales convoquées ou accueillies à Genève en 1978 par les organisations gouvernementales s'élève à 13 671. Son léger recul par rapport à l'année précédente (- 0,8 %) est plus faible que celui du nombre de délégués et d'experts (- 3,2%), qui reste cependant supérieur à 50 000.

Au contraire, pour les organisations non gouvernementales, le nombre de séances s'accroît fortement d'une année à l'autre (+ 33,3 %) et atteint le chiffre de 1 277 et celui des délégués progresse aussi fortement (+ 9,4 %) portant leur effectif à 7 705 personnes.

2.3.2.2. Eléments 1979 - 1980

En avril 1979, les perspectives annoncées par les organisations gouvernementales pour l'année en cours révèlent le maintien du niveau de l'emploi (confirmé par les résultats de l'enquête de la Mission suisse), une légère diminution des dépenses exprimées en francs suisses ainsi qu'une augmentation plus sensible du nombre des réunions internationales (UIT : Télécom; OMM : Congrès et conférence sur le climat; BIE : Conférence internationale de l'éducation; CERN : 25ème anniversaire; etc.) et surtout des effectifs de leurs participants. Enfin, la décision des Etats-Unis de réintégrer l'Organisation internationale du travail, dont ils finançaient le quart du budget, devrait influencer positivement tant l'emploi que le volume de dépenses du BIT.

3. CONSOMMATION

3.1. ELECTRICITE

3.1.1. Bilan 1979

Année	Consommation du réseau genevois, sans le CERN 1)	Variation	Consommation "grande industrie"2)	Variation
	milliers kWh	%	milliers kWh	%
1974	1 332 316	+ 3,2	166 578	- 3,7
1975	1 354 808	+ 1,7	152 911	- 8,2
1976	1 411 494	+ 4,2	162 100	+ 6,0
1977	1 453 857	+ 3,0	166 998	+ 3,0
1978	1 491 850	+ 2,6	174 006	+ 4,2
1979	1 528 808	+ 2,5	180 498	+ 3,7

1) Les arrondissements desservis par les Services industriels de Genève ne correspondent pas au territoire du canton.

2) Entreprises industrielles consommant plus de 500 000 kWh par an, y compris pompage (jet d'eau, etc.) et traitement de l'eau.

La progression de la consommation d'électricité du réseau genevois (sans le CERN) en 1979 a été légèrement inférieure à celle enregistrée en 1978 (+ 2,5 %, contre + 2,6 %). Ainsi, on a constaté que les accroissements observés au cours des deux dernières années sont sensiblement plus faibles par rapport à ceux des deux exercices précédents (1977/1976 : + 3,0 %; 1976/1975 : + 4,2 %).

Parmi les principaux groupes d'usagers, on remarque que la grande industrie s'inscrit dans la tendance observée depuis trois ans : cette catégorie d'abonnés a, en effet, vu sa consommation s'accroître de 3,7 % en 1979 (1978/1977 : + 4,2 %; 1977/1976 : + 3,0 %).

3.1.2. Eléments 1980

Aucun élément à disposition.

3.2. AUTOMOBILES

3.2.1. Bilan 1979

Année	Voitures de tourisme neuves mises en circulation dans le canton de Genève	
	unités	variation en %
1974	15 075	- 16,2
1975	14 893	- 1,2
1976	16 680	+ 12,0
1977	18 404	+ 10,3
1978	20 358	+ 10,6
1979	20 135	- 1,1

Le nombre de voitures neuves mises en circulation dans le canton de Genève l'an dernier est resté à un niveau élevé par rapport à la moyenne de ces six dernières années. Toutefois, il s'inscrit en baisse (- 1,1 %) comparativement au sommet atteint en 1978. Les deuxième et quatrième trimestres de 1979 ont été particulièrement décevants, ces deux périodes étant marquées par des baisses respectives de 6,4 % et de 9,4 % par rapport aux périodes correspondantes de l'année précédente.

En 1979, la progression de l'ensemble du parc d'automobiles immatriculées dans le canton a été plus faible que lors des deux années antérieures (+ 3,1 %, contre + 3,8 % en 1978 et + 3,7 % en 1977). A fin décembre 1979, ce parc comprenait 147 480 unités.

Les chiffres susmentionnés indiquent que le marché des voitures neuves est entré l'an dernier dans une période de pause dans le canton de Genève, après trois années consécutives de hausse soutenue. Plusieurs facteurs semblent expliquer cette évolution : redressement des prix de vente dû notamment à la stabilisation du franc suisse, renchérissement de l'essence, incertitudes économiques, fin du rattrapage des années 1972-1975 et frein à la demande de voitures neuves constitué par l'excédent d'offres sur le marché des occasions. Ces facteurs pourraient continuer d'exercer leur influence négative en 1980.

3.2.2. Eléments 1980

Voir le dernier paragraphe du point 3.2.1.

3.3. TRAFIC AERIEN

3.3.1. Bilan 1979

Année	Trafic commercial local 1)	Variation	Fret local 2)	Variation
	unités	%	tonnes	%
1974	3 152 580	- 3,0	34 187	+ 4,8
1975	3 217 181	+ 2,1	35 723	+ 4,5
1976	3 456 125	+ 7,4	36 660	+ 2,6
1977	3 798 095	+ 9,9	34 690	- 5,4
1978	3 920 414	+ 3,2	36 186	+ 4,3
1979	4 018 471	+ 2,5	36 433	+ 0,7

1) Passagers arrivant ou partant de Genève, à l'exclusion de ceux du trafic transit.

2) A l'exclusion de la poste locale.

La tendance du trafic commercial local des passagers de l'aéroport de Genève-Cointrin est caractérisée, depuis deux ans, par une croissance sensiblement ralentie. Ainsi, l'an dernier, on a dénombré pour ce genre de trafic 4 018 471 passagers, ce qui représente une augmentation de 2,5 % par rapport à 1978. Les gains de trafic ont été particulièrement faibles aux troisième et quatrième trimestres. Rappelons qu'en 1978, on avait observé une progression de 3,2 % par rapport à l'exercice précédent, après des hausses respectivement de 9,9 % et 7,4 % en 1977 et 1976.

Après une évolution irrégulière en 1978, la tendance du fret local est restée stagnante l'an dernier : en effet, le chiffre atteint en 1979 (36 433 tonnes) est pratiquement inchangé (+ 0,7 %) par rapport à celui enregistré en 1978, année pendant laquelle on avait observé une progression de 4,3 %. En tenant compte de la poste locale, le volume transporté l'an dernier s'établit à 42 318 tonnes, en baisse de 1,4 % par rapport à 1978. La poste locale a subi une diminution (- 12,8 %) que l'on peut considérer comme exceptionnelle, étant due à la suppression de l'escale genevoise du réseau de l'Aéropostale française.

3.3.2. Eléments 1980

Aucun élément à disposition.

3.4. HOTELLERIE

3.4.1. Bilan 1979

	Nuitées						Lits disponibles	Taux d'occupation
	Hôtes de Suisse	Variation annuelle	Hôtes de l'étranger	Variation annuelle	Total	Variation annuelle		
	milliers	%	milliers	%	milliers	%		
1974	369,1	+ 0,8	1 905,6	- 9,9	2 274,7	- 8,3	12 812	48,6
1975	330,2	-10,5	1 857,7	- 2,5	2 187,9	- 3,8	13 385	44,8
1976	313,9	- 4,9	1 762,1	- 5,1	2 076,0	- 5,1	13 825	41,0
1977	327,3	+ 4,3	1 942,3	+10,2	2 269,6	+ 9,3	13 636	45,6
1978	327,2	- 0,1	1 819,2	- 6,3	2 146,4	- 5,4	13 985	42,0
1979	300,3	- 8,2	1 825,5	+ 0,3	2 125,8	- 1,0	13 785	42,2

En 1979, le recul de la demande touristique s'est sensiblement atténué du fait de la reprise intervenue dès septembre après huit mois de baisse persistante; alors que de janvier à août les hôtels genevois ont enregistré une baisse de 100 000 nuitées (- 6,7 % par rapport à 1978), le bilan de l'année se solde par un déficit de 20 600 nuitées (- 1,0 %), contre 123 200 (- 5,4 %) en 1978. Le renversement de tendance amorcé en septembre est dû exclusivement à un regain d'affluence de la clientèle étrangère, auquel ont notamment contribué les manifestations liées à Télécom 79 et, plus généralement, l'évolution du taux de change du franc.

Exception faite de la croissance exceptionnelle enregistrée en 1977, la baisse de 1 % de la demande globale est la plus faible observée depuis 1973; inférieure à la moyenne suisse (- 3,6 %), elle résulte d'un recul de 8,2 % de la composante indigène et d'un léger gain de 0,3 % de l'apport étranger, dont la part représente 86 % de l'ensemble des nuitées. La contribution de nos principaux hôtes de l'étranger a été en hausse chez les Britanniques (+ 17,2 %) et les Japonais (+ 4,6 %); on relève également une reprise de la demande chez les Italiens (+ 3,2 % contre - 11,8 % en 1978) et les Français (+ 1,9 % contre - 16,8 %). En revanche, le recul s'est poursuivi chez les hôtes d'Allemagne fédérale (- 5,1 %) et surtout des Etats-Unis (- 17,9 %), principal client de l'hôtellerie genevoise.

En raison d'une baisse simultanée de l'offre et de la demande, le taux moyen d'occupation des lits disponibles s'est pratiquement stabilisé : il s'inscrit à 42,2 %, contre 42,0 % en 1978.

3.4.2. Eléments 1980

Sur le plan local, aucun indice ne permet d'envisager une prolongation durable de la reprise récente du tourisme. Au plan suisse, en revanche, selon l'Office national suisse du tourisme, la saison d'hiver actuelle enregistre des résultats satisfaisants et l'on s'attend, pour l'été, à une demande accrue de la part des touristes européens, japonais et sud-américains. Par contre, l'évolution du tourisme en provenance des Etats-Unis demeure incertaine.

Compte tenu de ces éléments, l'hôtellerie genevoise pourrait également bénéficier d'une activité plus soutenue en 1980. Toutefois, l'ouverture d'un établissement de quelque trois cents lits renforcera encore une offre excédentaire et ne manquera pas de se répercuter sur le taux moyen d'occupation, déjà particulièrement bas.

3.5. LOGEMENTS INOCCUPES ET LOCAUX COMMERCIAUX VACANTS

3.5.1. Bilan 1979

Logements inoccupés

	Situation au 1er décembre			Canton
	Vides	Meublés	Non meublés	Total inoccupés
1974	-	-	940	940
1975	-	-	2 015	2 015
1976	626	383	2 050	3 064
1977	735	215	1 683	2 634
1978	849	231	1 093	2 173
1979	1 036	130	780	1 949

Selon les résultats de l'enquête annuelle, le nombre des logements inoccupés, recensés dans les immeubles et villas du canton de Genève, est passé de 2 173 au 1er décembre 1978 à 1 949 au 1er décembre 1979, soit une diminution de 10,3 %. On entend par "inoccupés" l'ensemble des logements vides, vacants meublés et vacants non meublés.

Cette enquête est caractérisée surtout par une nouvelle diminution des logements vacants non meublés, dont plus de la moitié est composée de studios et deux pièces, et par une augmentation des logements vides.

La somme des logements vacants meublés et non meublés a donc sensiblement régressé, passant de 1 324 au 1er décembre 1978 à 910 au 1er décembre 1979, soit une diminution de 31,3 %. De ce fait, et tenant compte d'une augmentation nette de 2 098 logements du parc existant, le taux de vacance est de 0,53 % cette année, contre 0,78 % un an plus tôt.

Locaux commerciaux vacants

	Situation au 1er décembre					Canton
	Bureaux m2	Arcades m2	Ateliers m2	Dépôts m2	Inconnus m2	Total m2
1974	2 955	2 758	288	270	443	6 714
1975	20 836	6 514	5 990	1 132	5 737	40 209
1976	25 423	4 797	1 194	280	1 235	32 929
1977	38 546	9 808	8 053	3 756	-	60 159
1978	46 538	7 561	9 867	4 815	468	69 249
1979	24 533	8 114	1 046	2 577	147	36 417

En comparant globalement la situation au 1er décembre 1979 à celle de l'année précédente, on constate que la surface totale vacante a fortement régressé, passant de 69 249 m² à 36 417 m², soit une diminution de 47,4 %. Cette diminution affecte surtout les bureaux qui passent de 46 538 m² à 24 533 m² (-47,3 %), les ateliers qui passent de 9 867 m² à 1 046 m² (- 89,4 %) et les dépôts qui passent de 4 815 m² à 2 577 m² (- 46,5 %). En revanche, les arcades ont légèrement augmenté passant de 7 561 m² à 8 114 m² (+ 7,3 %).

3.5.2. Eléments pour 1980

Logements inoccupés

Compte tenu du mouvement actuel de la construction et de la demande de logements qui ne faiblit pas, la diminution des logements vacants qui s'était amorcée dès 1977 va certainement se poursuivre en 1980.

Locaux commerciaux vacants

Ignorant la demande pour ce genre de locaux, il est difficile d'évaluer l'évolution prochaine. Néanmoins et au regard également du mouvement de la construction, il est peu probable que l'on assiste en 1980 à une nouvelle augmentation des locaux commerciaux vacants. Il faut s'attendre soit à une stabilisation, soit à une nouvelle diminution.

3.6. PRIX A LA CONSOMMATION

3.6.1. Bilan 1979

Variations en pour cent de l'indice genevois des prix à la consommation

Variations annuelles	1974	1975	1976	1977 ^{*)}	1978	1979
INDICE GENERAL	8,3	3,4	1,8	1,7	0,8	5,0
. dont par groupe de dépense						
Alimentation	14,5	0,0	0,3	3,0	2,2	4,0
Boissons et tabacs	11,9	1,8	0,5	2,4	2,0	1,9
Habillement	9,5	2,6	0,8	2,6	1,1	1,4
Loyer	6,9	7,5	3,4	1,9	1,1	0,7
Chauffage et éclairage	-19,2	3,5	-2,1	-1,6	0,3	63,3
Aménagement et entretien du logement	9,9	4,8	1,2	1,0	0,2	0,8
Transports et communications	15,2	1,1	8,7	-0,2	0,2	4,9
Santé et soins personnels	9,7	6,9	1,2	1,6	1,4	2,5
Instruction et loisirs	7,5	7,4	1,7	-0,4	-1,2	3,4
. dont par genre de biens						
Marchandises	7,6	2,1	0,1	1,8	-0,1	7,1
. Marchandises non durables	7,7	2,1	0,1	1,8	0,8	8,6
. Marchandises durables	7,3	2,2	-0,6	0,4	-3,6	0,8
Services	9,3	5,4	4,4	1,5	1,8	2,8
. Services privés	.	.	.	.	1,8	2,3
. Services publics	.	.	.	.	1,9	6,3
Variations des moyennes annuelles de l'indice général	10,1	6,7	2,1	1,7	1,2	3,7

*) Changement de base de l'indice en septembre 1977. Les variations annuelles 1977, obtenues par raccordement, sont approximatives et celles des années postérieures ne sont pas strictement comparables à celles des années antérieures.

A Genève comme en Suisse, la hausse des prix s'est notablement accélérée en 1979 tout en restant relativement modérée comparativement aux autres pays et aux tendances passées d'évolution à moyen terme 1).

La progression annuelle de l'indice genevois des prix à la consommation a atteint + 5,0 % en décembre 1979. Elle est d'environ six fois supérieure au taux exceptionnel de 1978 (+ 0,8 % de décembre 1977 à décembre 1978), qui était le plus faible enregistré depuis 1959, et dépasse de trois fois les variations des deux autres années précédentes (+ 1,8 % en 1976 et + 1,7 % en 1977). Cependant, la hausse annuelle des prix en 1979 reste du même ordre de grandeur que le taux d'augmentation annuel moyen de la décennie écoulée (+ 4,96 %). Durant la première moitié de cette période, la progression annuelle moyenne des prix fut nettement plus soutenue (+ 7,46 % jusqu'à fin 1974) que durant la seconde (+ 2,52 % entre fin 1974 et fin 1979). Comparativement aux deux premières décennies d'après-guerre, les années 70 sont marquées par l'intensification des tendances de hausse de prix, influencées à plusieurs reprises par la progression des prix du pétrole. Pour l'ensemble de la Suisse, le taux annuel moyen d'accroissement des prix était de + 1,23 % entre 1950 et 1959, de + 3,22 % entre 1960 et 1969 et il s'établit à + 4,97 % entre 1970 et 1979.

1) La communication statistique du 28 janvier 1980, "PRIX A LA CONSOMMATION A GENEVE : BILAN 1979 ET PERSPECTIVES 1980" présente une analyse plus détaillée.

La plupart des pays industrialisés ont enregistré une accélération de la progression des prix en 1979 par rapport à l'année précédente. Ce redressement est particulièrement marqué en Suisse et, dans une moindre mesure, en Allemagne fédérale, qui avaient connu des hausses de prix beaucoup plus faibles que les autres pays en 1978. Toutefois, la variation annuelle des prix, mesurée entre novembre 1978 et novembre 1979, en Suisse (+ 5,2 %) ou à Genève (+ 4,9 %) reste modérée comparativement aux autres pays industrialisés. Le Japon (+ 4,9 %), la Norvège et les Pays-Bas (+ 4,6 %) ont, seuls, réalisé de meilleures performances. Sur les seize principaux pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord, la moitié a connu, en 1979, des hausses de prix inférieures à + 6,0 % et le quart des augmentations supérieures à + 12,0 %.

Le redressement marqué du taux d'augmentation de l'indice des prix à Genève et en Suisse s'explique principalement par la poussée du prix des produits pétroliers (+ 53,7 % de décembre 1978 à décembre 1979 pour l'essence et le mazout). Si ceux-ci étaient restés stables, la variation annuelle aurait été réduite de moitié en 1979 (+ 2,3 % au lieu de + 5,0 %) et de - 0,1 % en 1978 (+ 0,7 % au lieu de + 0,8 %). Abstraction faite de l'influence directe de l'évolution du prix des produits pétroliers, le taux de variation des prix demeure toutefois nettement supérieur en 1979 à ceux des trois années précédentes.

En 1979, les prix des biens et services indigènes ou domestiques (c'est-à-dire produits et consommés en Suisse) ont augmenté de + 2,5 % (+ 1,6 % en 1978). Les prix des marchandises importées ou étrangères ont enregistré une hausse de + 12,8 % en 1979, qui explique près des deux tiers (63,3 %) de l'évolution générale des prix à Genève, alors que les biens importés avaient enregistré une baisse de - 1,3 % en 1978 qui avait contribué à modérer la progression de l'indice des prix. Si les prix des produits pétroliers étaient restés stables, la hausse annuelle des prix des marchandises étrangères aurait été de + 1,8 % environ en 1979 et elle serait restée inférieure à la majoration moyenne des prix des biens et services indigènes. Abstraction faite des produits pétroliers, les menaces d'inflation importée, entraînée par l'évolution du taux de change du franc, ne se sont pas concrétisées et n'ont que très faiblement influencé la progression de l'indice des prix.

Entraîné par l'envolée du prix du mazout puis freiné par son reflux, le rythme de hausse des prix à Genève s'est accéléré jusqu'en juillet 1979 avant de décroître légèrement au cours du second semestre; mais les fréquences des variations de prix, qui révèlent les tendances profondes de leur mouvement, s'orientent de façon plus régulière et constante à la hausse. Celles-ci montrent un effrètement certain de la stabilité des prix qui ne débouche toutefois pas, pour l'instant, sur une poussée générale et globale des prix à la consommation à Genève et en Suisse.

3.6.2. Eléments 1980

Le service cantonal de statistique ne dispose pas des moyens lui permettant de faire des prévisions de taux de renchérissement. Ces estimations prennent plus logiquement place à l'échelon national. Par ailleurs, les facteurs d'incertitude d'ordres politique et économique - notamment financier et monétaire - sont actuellement tels que toutes les prévisions sont non seulement incertaines mais encore hasardeuses.

Sur la base des perspectives tracées pour la Suisse par divers instituts et organismes publics et privés et en s'efforçant de retenir les estimations les plus cohérentes, un taux annuel d'augmentation (calculé sur douze mois) de l'ordre de + 3,7 % à + 4,2 % peut constituer une bonne hypothèse.

Cette évolution traduit une poursuite de l'accélération de la hausse "autonome" des prix (prix indigènes seuls ou ensemble des prix sauf le pétrole) en Suisse qui était de l'ordre de 2,3 % à 2,5 % en 1979 et une relative stabilité, voire une baisse des prix des produits pétroliers exprimés en francs suisses.

Au sujet de l'évolution des prix des produits pétroliers en 1980, deux éléments peuvent être mis en évidence :

- la hausse des prix des produits pétroliers, qui a été amplifiée dans certains pays consommateurs par la spéculation régnant sur le marché libre et les politiques de stockage massif, a eu des effets mécaniques sur l'évolution des prix en 1979; la diffusion de cette hausse dans l'ensemble du circuit économique jusqu'au stade final du processus de production contribuera à l'augmentation des prix en 1980;
- en revanche, d'un strict point de vue économique, indépendamment des facteurs politiques, il est probable que les prix du pétrole, exprimés en francs, régressent. En effet, en raison du ralentissement de l'activité économique et des mesures d'économie d'énergie dans de nombreux pays, de la hausse de la production dans certaines régions nouvellement exploitées, de l'importance des stocks, des excédents actuels sur le marché et des écarts encore considérables entre les prix du marché libre et ceux pratiqués par la plupart des pays producteurs (différence de hausse de l'ordre de 30 % en un an), une détente du marché est attendue par de nombreux observateurs et les prix du marché libre peuvent poursuivre leur baisse amorcée en fin d'année 1).

1) En raison de la nature de l'approvisionnement de la Suisse en produits pétroliers, notre pays subit pleinement et rapidement la poussée de leurs prix, mais bénéficie également, dans de brefs délais, de leur recul. La répercussion des fluctuations au jour le jour des prix du marché eut pour conséquence, par exemple, que le pétrole fut, déjà en 1973, le principal moteur de la hausse des prix en Suisse, mais qu'il freina fortement leur évolution dès le début de 1974, alors que dans les autres pays ces fluctuations furent moins amples et plus étalées dans le temps.